

Le dilemme syrien du *Hezbollah*

Jean-Loup Samaan

Maître de conférences, département Moyen-Orient du Collège de défense de l'Otan, docteur en science politique (Université Paris 1). Auteur des *Métamorphoses du Hezbollah* (Éditions Karthala, 2007).

À l'approche du printemps 2011, tout semblait réussir au *Hezbollah* libanais. Ses forces au Sud du Liban s'étaient non seulement réorganisées mais renforcées cinq ans après la guerre contre Israël. À Beyrouth, le nouveau gouvernement de Najib Mikati prenait ses distances avec l'agenda pro-occidental promu par son prédécesseur, Saad Hariri, et relâchait temporairement la pression sur le Parti de Dieu vis-à-vis du Tribunal spécial sur le Liban. Enfin, le mouvement récupérait à ses propres fins les premiers soulèvements en Tunisie, Égypte et Bahreïn. Pour les dirigeants du Parti, le parallèle symbolique entre le Printemps arabe et l'historiographie chiite libanaise était une aubaine : dans les deux cas, il était ainsi question de lutte des opprimés contre les puissants, des laissés-pour-compte contre la minorité dominante. Le cas bahreïni était d'autant plus évident que le petit royaume du Golfe est le théâtre d'une contestation menée par une population majoritairement chiite contre une famille régnante sunnite. Autrement dit, le *Hezbollah* trouvait dans les premières semaines du Printemps arabe une belle occasion de rappeler ses propres origines révolutionnaires.

Cependant, le basculement de la Syrie dans une guerre civile opposant le régime de Bashar al Assad – soutien politique et financier historique du *Hezbollah* – à sa population est venu bousculer la stratégie politique du mouvement libanais et l'a mis face à un dilemme crucial : le *Hezbollah* devait-il soutenir le régime d'Assad afin de préserver une alliance régionale au risque d'éroder son image de force sociale luttant pour les opprimés ?

La dette stratégique du *Hezbollah* envers le régime syrien

Produit de la guerre civile libanaise et de l'invasion israélienne du pays en 1982, le *Hezbollah* est devenu en l'espace de trois décennies la plus puissante organisation non-étatique, politiquement et militairement. Issu de la communauté chiite, le *Hezbollah* a pu s'étendre grâce à ses relations avec deux alliés régionaux qui comptent beaucoup au Liban : l'Iran et la Syrie. À l'origine, le mouvement s'inspire de la révolution iranienne de l'*ayatollah* Khomeiny qu'il souhaite propager au Liban mais à partir des années 1990, après la guerre civile, il se montre plus pragmatique et ce, pour ne pas s'aliéner une partie de la scène politique libanaise.

Son actuel *leader*, Hassan Nasrallah, est l'artisan majeur de ce travail de « libanisation » du mouvement. Âgé de 51 ans, Nasrallah incarne le Parti depuis qu'il en a pris la tête en février 1992, après l'assassinat par les forces israéliennes du précédent secrétaire général, Abbas Moussawi. Orateur charismatique, Nasrallah devient au fil des années une icône dans les pays arabes en tant que figure de proue de la résistance face à Israël. En 2006, ses forces armées réussissent même à infliger à Israël des dommages qu'aucune armée arabe n'avait pu provoquer auparavant ⁽¹⁾. Nasrallah inspire même le respect des planificateurs israéliens qui loin d'en faire un fanatique irrationnel, le décrivent comme un fin stratège politique et militaire.

Durant toutes ces années, cette assise politique et militaire du *Hezbollah* n'a pu être possible que grâce à un mariage de convenance avec le régime syrien qui, depuis son intervention militaire en 1976 au Liban fait et défait les gouvernements à Beyrouth. Hafez al Assad, le père de l'actuel président syrien, n'aimait guère le Parti de Dieu : il regardait avec suspicion non seulement la rhétorique islamique qui ornait la propagande du mouvement mais aussi les liens entre les Gardiens de la Révolution iraniens et le *Hezbollah*. Bien qu'Hafez al Assad ait fait alliance avec l'Iran de Khomeiny, il entendait clairement signifier à celui-ci et à ses proches que le Liban restait terre d'influence syrienne. C'est pourquoi si Assad autorisa le passage en Syrie des convois iraniens vers le Liban, il maintint une certaine distance avec le *Hezbollah* et de nombreux observateurs affirment qu'il n'aurait rencontré Hassan Nasrallah qu'à deux reprises en quinze ans ⁽²⁾.

La relation entre le *Hezbollah* et la Syrie change substantiellement avec l'arrivée de Bashar al Assad qui prend la tête du pays en juin 2000. Nasrallah devient un visiteur régulier de Damas et le nouveau président syrien n'hésite plus à s'afficher publiquement avec celui-ci. Le régime syrien développe l'idée d'un axe anti-impérialiste représenté par Bashar al Assad, Hassan Nasrallah et, à partir de 2005, Mahmoud Ahmadinejad, le président iranien. La retenue d'Hafez est donc bien dépassée. Signe de cette évolution, à l'été 2006, en pleine guerre entre Israël et le *Hezbollah*, les rues de Damas ou d'Homs sont bardées d'affiches à la gloire du mouvement, et de Nasrallah en particulier.

À ce soutien politique, s'ajoute un appui logistique syrien à la composante militaire du Parti de Dieu. Non seulement Bashar al Assad maintient les voies syriennes d'approvisionnement des armes iraniennes vers le *Hezbollah* mais il facilite l'accès du mouvement à des technologies de pointe. La Syrie aurait transféré en avril 2010 des missiles balistiques *Scud-D* au *Hezbollah* (allonge estimée à 700 km, en portée de Jérusalem ou Tel Aviv) ⁽³⁾. Ce transfert fait suite à une première suite d'allégations sur la fourniture au *Hezbollah* par Damas de missiles *M-600*, une variante du *Fateh-110*, pouvant frapper jusqu'à 300 kilomètres.

Début 2012, le nombre de roquettes dont disposerait le *Hezbollah* est incertain. On estime aujourd'hui l'arsenal du mouvement à environ 42 000 roquettes auxquelles s'ajouteraient 4 000 missiles de courte ou moyenne portée. En tous les

cas, si la force de frappe du Parti de Dieu constitue aujourd'hui non plus une simple capacité de nuisance sur le Nord d'Israël mais un véritable outil de dissuasion à l'égard de l'État hébreu, c'est bien grâce à l'aide du régime syrien de Bashar al Assad.

Un soutien indéfectible du *Hezbollah* à Bashar al Assad ?

À plusieurs reprises au cours de la dernière décennie, le *Hezbollah* a pris le risque de perdre son assise populaire en soutenant Bashar al Assad. Déjà en 2005, l'assassinat de Rafic Hariri, ancien Premier ministre libanais, devenu opposant à la présence syrienne au Liban déclencha une vague de protestations contre Damas. Les manifestations se soldèrent par le départ des troupes syriennes et l'arrivée d'un gouvernement issu de l'alliance politique antisyrilienne. Tout au long de ces événements, Hassan Nasrallah n'hésita pas à clamer son soutien indéfectible à Bashar al Assad et le *Hezbollah* supervisa de multiples contre-manifestations à Beyrouth et ce, au risque de se voir accuser d'aller à l'encontre des intérêts nationaux libanais. Le mouvement a semblé alors pris dans un jeu d'équilibriste pouvant se retourner fatalement contre lui et seule la guerre contre Israël, l'été suivant, lui a permis de surmonter les divisions internes libanaises pour faire front contre Tsahal.

Or, aujourd'hui, plus qu'en 2005, la stratégie de « libanisation » du *Hezbollah* se trouve dans une impasse. Pendant les premiers mois qui ont suivi la crise syrienne, Nasrallah et ses proches conseillers ont conservé la même posture que lors des précédentes vagues contre le régime syrien en lui offrant un soutien indéfectible. Jusqu'à mars 2012, les quelques discours prononcés par le secrétaire général du Parti de Dieu sur la Syrie adoptent une même structure rhétorique : la dénonciation des stratégies prédatrices des puissances extérieures (États-Unis, Israël) contre le régime syrien et le rappel de la cause palestinienne jugée plus urgente. En d'autres termes, le mouvement développe un narratif de la crise identique à celui du gouvernement de Bashar al Assad. Si certains médias, notamment en Israël, évoquent un soutien logistique du *Hezbollah* dans la répression syrienne, le mouvement nie toute implication.

Mais contrairement aux attentes du *Hezbollah*, la crise syrienne ne s'est pas résorbée et s'est au contraire transformée progressivement en guerre civile. À partir de février 2012, l'offensive des forces syriennes sur Homs suscite une émotion internationale. De plus en plus de protestations dénoncent le soutien du *Hezbollah* et des vidéos circulent sur *Internet* montrant des Syriens accusant nommément Nasrallah ou brûlant le drapeau du *Hezbollah*.

Le 15 mars marque un tournant. Alors qu'Hassan Nasrallah prononce un discours public sur le système éducatif libanais, il en vient, au bout d'une dizaine de minutes, à la question syrienne et appelle, pour la première fois, les deux parties à prendre le chemin de la résolution pacifique de leurs contentieux. En d'autres termes, il place désormais sur le même plan le régime et ses opposants. Nasrallah

ajoute que le gouvernement à Damas doit faire la lumière sur les mois d'affrontements et offrir la vérité à sa population. Si certains observateurs se sont trop vite empressés d'y voir un lâchage d'Assad par Nasrallah, ce discours signale *a minima* la prise de conscience du *leader* libanais des limites de son soutien ⁽⁴⁾.

Par conséquent, le *Hezbollah* est aujourd'hui dans une situation critique : maintenir son appui à Assad, alors que la fin de son régime est désormais envisageable, peut lui aliéner une majorité de Libanais mais aussi les éventuels successeurs du régime à Damas. La position tenue par Nasrallah mi-mars, et répétée quelques semaines plus tard lors d'un entretien avec Julian Assange pour la télévision russe, tente de concilier son soutien au régime et la reconnaissance des légitimes protestations. Ce changement rhétorique pourrait néanmoins arriver trop tard pour permettre au *Hezbollah* de sortir intact de la crise syrienne, qui plus est avec le risque grandissant d'extension de celle-ci au Liban.

Le Hezbollah sans le régime d'Assad

Si un changement de régime à Damas entraînerait des répercussions sur l'ensemble du Moyen-Orient, à commencer par le Liban, il ne faut pas se laisser abuser par l'image d'un effet domino qui verrait rapidement le *Hezbollah* s'effondrer. Si le règne de Bashar al Assad venait à s'achever, les voies syriennes d'approvisionnement entre l'Iran et le Parti de Dieu seraient vraisemblablement affectées. En effet, plusieurs figures de l'opposition syrienne, telles que Burhan Ghalioun, ont fait savoir que l'alliance Damas-Téhéran ferait l'objet d'un ré-examen. Un réalignement de la Syrie post-Assad couperait donc l'accès stratégique de l'Iran au Moyen-Orient et pourrait affecter également le *Hezbollah* qui perdrait un allié sur lequel compter, non seulement militairement vis-à-vis d'Israël mais politiquement à Beyrouth vis-à-vis de ses opposants. Il y a fort à parier que le *Hezbollah* serait alors en position de faiblesse quant à la mise en accusation de ses membres par le Tribunal spécial pour le Liban. Et on a bien du mal à imaginer que le gouvernement de Najib Mikati – produit des rapports de force entre *Hezbollah*, le Courant patriotique libre de Michel Aoun d'un côté et les courants anti-syriens de l'autre – puisse survivre à moyen terme à un tel changement régional.

Pour autant, un nouveau régime syrien ne priverait pas le *Hezbollah* de ses capacités militaires. Selon toute vraisemblance, le Parti de Dieu dispose encore aujourd'hui d'un arsenal déployé dans le Sud du Liban bien suffisant pour tenir tête à Israël ou à quelques rivaux libanais que ce soient. De plus, selon les autorités militaires israéliennes, le mouvement aurait également été entraîné militairement par des conseillers syriens pour la défense antiaérienne, lui permettant de se prémunir contre d'éventuelles frappes d'Israël ⁽⁵⁾.

Néanmoins, en l'absence de nouvelles voies d'approvisionnement entre l'Iran et le *Hezbollah* – les routes maritimes étant trop exposées à une attaque israélienne – ce rapport de force pourrait se dégrader et susciter des tentations des

opposants extérieurs et intérieurs au *Hezbollah*. Les forces israéliennes pourraient, par exemple, être tentées de conduire une opération de décapitation du mouvement, en ciblant ses infrastructures au Sud et son quartier général en banlieue de Beyrouth. Le *Hezbollah* pourrait alors réagir par une escalade verticale du conflit (lancement de roquettes voire de missiles de courte portée sur Tel Aviv et Jérusalem) et par un effet de mobilisation horizontale (appel à un front simultané dans la bande de Gaza et en Cisjordanie). Ce scénario reste pour l'heure peu probable, Israël ayant adopté une approche prudente depuis le déclenchement des événements en Syrie.

*
**

Il n'en reste pas moins que les mois qui viennent seront décisifs pour la survie du *Hezbollah*. Compte tenu de l'intensité de la crise syrienne, le mouvement ne peut plus revenir en arrière et ce, malgré les subtiles évolutions rhétoriques de Nasrallah. Qu'Assad reste ou pas à Damas n'est plus la question centrale : dans les deux cas, le *Hezbollah* devra faire avec un solide allié régional en moins. Demain, le véritable enjeu pour le mouvement sera de préserver ce qui reste de la longue entreprise de libanisation poursuivie tout au long des années 1990 par Nasrallah et mise à mal la décennie suivante par les crises politiques successives de 2005, 2008 et celle qui est en cours. C'est ainsi moins des capacités militaires du Parti – encore bien suffisantes pour se maintenir face à Israël – que de sa base politique que pourrait découler sa perte.

ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

- (1) Travaux de Stephen Biddle, Jeffrey Friedman : *The 2006 Lebanon Campaign and The Future of Warfare: Implications for Army and Defense Policy*, Washington, *Strategic Studies Institute*, 2008 ; Avi Kober : "The Israel Defense Forces in the Second Lebanon War: Why the Poor Performance ?", *Journal of Strategic Studies*, Vol. 31, n° 1, février 2008.
- (2) Nicholas Blanford : *Warriors of God: Inside Hezbollah's Thirty Year Struggle Against Israel*, New York, *Random House*, 2011 ; Emile El-Hokayem : "Hezbollah and Syria: Outgrowing the Proxy Relationship", *Washington Quarterly*, printemps 2007.
- (3) Charles Levinson, Jay Solomon : "Syria Gave Scuds to Hezbollah, US Says", *Wall Street Journal*, 14 avril 2010.
- (4) Nicholas Noe : "Hezbollah's subtle shift on Syria", *Middle East Channel, blog de Foreign Policy*, 30 mars 2012. (http://mideast.foreignpolicy.com/posts/2012/03/30/hezbollahs_subtle_shift_on_syria).
- (5) Gili Cohen : "Syria training Hezbollah to use anti-aircraft guns", *Haaretz*, 18 mars 2012.